



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 5648

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

Date de dépôt : 08-12-2006

Date de l'avis du Conseil d'État : 22-12-2006

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
23-03-2007	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
08-12-2006	Déposé	5648/00	<u>5</u>
22-12-2006	Avis du Conseil d'Etat (22.12.2006)	5648/01	<u>38</u>
12-02-2007	Rapport de commission(s) : Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration Rapporteur(s) : Monsieur Marc Angel	5648/02, 5649/02	<u>41</u>
20-03-2007	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (20-03-2007) Evacué par dispense du second vote (20-03-2007)	5648/03	<u>49</u>
31-12-2007	Publié au Mémorial A n°62 en page 1292	5648	<u>52</u>

Résumé

Résumé des projets de loi 5648 et 5649

Les projets de loi ont pour objet l'approbation de deux accords de réadmission de personnes en séjour irrégulier, signés entre les pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) et la Bosnie et Herzégovine respectivement l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM).

Les Etats du Benelux continuent à être confrontés à un nombre élevé de personnes en séjour irrégulier, notamment en provenance de l'ex-Yougoslavie. Afin de définir les conditions et les modalités pratiques de l'éloignement et d'améliorer la coopération avec les pays d'origine de ces personnes, les pays du Benelux concluent des accords de réadmission avec les pays concernés.

Le principe général est que chaque Etat contractant réadmet ses nationaux en séjour irrégulier dans un autre Etat contractant sur son territoire. Les accords de réadmission contiennent par ailleurs des dispositions concernant la réadmission de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière dans un des Etats contractants lorsqu'ils sont en possession d'un titre de séjour ou d'un visa en cours de validité de l'autre partie contractante ou encore lorsqu'ils ont séjourné dans ce pays au cours de six mois précédant la demande de réadmission. Enfin, les accords de réadmission contiennent des règles concernant le transit de personnes en destination de pays tiers.

5648/00

N° 5648

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

* * *

(Dépôt: le 8.12.2006)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (2.12.2006)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs	2
4) Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission)	3

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006.

Château de Berg, le 2 décembre 2006

*Le Ministre des Affaires étrangères
et de l'Immigration,*

Jean ASSELBORN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.– Son approuvés l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Les Etats du Benelux continuent à être confrontés à un nombre élevé de personnes en séjour irrégulier, notamment en provenance de l'ex-Yougoslavie, personnes qui doivent être éloignées du territoire. Afin de régler les problèmes pratiques d'éloignement et d'améliorer la coopération avec les pays d'origine des personnes en séjour irrégulier, les Etats du Benelux ont conclu un certain nombre d'accords de réadmission.

Ces accords de réadmission admettent comme principe général que chaque Etat contractant réadmet ses nationaux en séjour irrégulier dans un autre Etat contractant sur son territoire. Ainsi, l'accord de réadmission a pour objet de définir les conditions ainsi que les modalités pratiques de la réadmission. Le but de cette mesure est de faciliter pour autant que possible et en cas de besoin l'émission de documents de voyage en vue du retour des personnes en question.

De même, les accords de réadmission contiennent des dispositions concernant la réadmission de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière dans un des Etats contractants lorsqu'ils sont en possession d'un titre de séjour ou d'un visa en cours de validité de l'autre Partie Contractante ou encore lorsqu'ils ont séjourné dans ce pays au cours de six mois précédant la demande de réadmission. Enfin, les accords de réadmission contiennent des règles concernant le transit de personnes en destination de pays tiers.

Le Gouvernement estime que dans l'intérêt de la sécurité juridique des Parties Contractantes, ces accords de réadmission doivent faire l'objet d'une procédure de ratification.

L'accord de réadmission entre les Etats du Benelux et la Bosnie-Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Sarajevo, le 19 juillet 2006 peut être considéré comme la suite logique des accords de réadmission déjà conclus avec les autres pays ayant fait partie de l'ancienne République socialiste de Yougoslavie à savoir la Slovénie (16 novembre 1992), la Croatie (11 juin 1999), l'ancienne République fédérale de Yougoslavie (19 juillet 2002).

*

ACCORD
entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière
(Accord de reprise et de réadmission)

Le Royaume de Belgique,

Le Grand-Duché de Luxembourg,

Le Royaume des Pays-Bas,

agissant de concert en vertu des dispositions de la Convention Benelux du 11 avril 1960 (les Etats du Benelux)

et

La Bosnie et Herzégovine,

ci-après dénommés „les Parties,“

Désireuses de favoriser la coopération et d'améliorer la communication entre les Parties afin de mieux appliquer les législations et réglementations relatives à la circulation des personnes,

Désireuses de réaffirmer leur préoccupation commune de lutter efficacement contre toute immigration illégale de leurs ressortissants respectifs, de même que des ressortissants d'un Etat tiers,

Soucieuses de mettre en oeuvre l'obligation faite en droit international de reprendre les ressortissants propres et notamment l'article 12, paragraphe 4, du Pacte international du 19 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques,

Désireuses de créer une obligation entre les Parties de réadmettre les ressortissants d'un Etat tiers, dans les conditions prévues dans le présent Accord,

Désireuses de faciliter, sur la base de la réciprocité, la reprise et la réadmission des personnes en situation irrégulière sur le territoire d'une autre Partie ainsi que le transit des personnes à éloigner,

Soucieuses que ces reprises et réadmissions doivent se faire rapidement et en toute sécurité, selon des procédures garantissant la dignité humaine;

Sont convenues de ce qui suit:

Article 1

Définitions et champ d'application

Aux termes du présent Accord il faut entendre par:

1. „territoire“:
 - pour les Etats du Benelux: l'ensemble des territoires, en Europe, du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas;
 - pour la Bosnie et Herzégovine: le territoire de la Bosnie et Herzégovine;
2. „personne en situation irrégulière“: toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour en vigueur;
3. „reprise“: la reprise d'une personne dont il est établi ou valablement présumé qu'elle possède la nationalité d'une des Parties, et qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'une des autres Parties;

4. „réadmission“: la réadmission sur le territoire de l'une des Parties d'une personne qui est ressortissante d'un Etat tiers ou d'un apatride et qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'une des Parties, dans les conditions prévues dans le présent Accord;
5. „ressortissant propre“: toute personne possédant la nationalité de l'un des Etats du Benelux, ou de la Bosnie et Herzégovine;
6. „Etat tiers“: tout Etat autre qu'un Etat du Benelux et que la Bosnie et Herzégovine;
7. „ressortissant d'un Etat tiers“: toute personne qui n'a pas la nationalité de l'un des Etats du Benelux ou de la Bosnie et Herzégovine, en ce compris un apatride;
8. „apatride“: la personne dont le statut est défini par la Convention sur le statut apatrides du 28 septembre 1954;
9. „Partie requérante“: la Partie sur le territoire de laquelle se trouve une personne en situation irrégulière et qui demande de reprendre ou de réadmettre cette personne ou d'autoriser son transit dans les conditions prévues dans le présent Accord;
10. „Partie requise“: la Partie à laquelle il est demandé de reprendre ou de réadmettre sur son territoire une personne en situation irrégulière, ou d'autoriser son transit sur son territoire dans les conditions prévues dans le présent Accord;
11. „titre de séjour“: une autorisation délivrée par une Partie, de quelque nature que ce soit, qui permet à une personne de séjourner sur son territoire. Cette définition ne comprend pas l'autorisation provisoire de séjour délivrée en vue du traitement d'une demande d'asile ou d'une demande d'un titre de séjour.

Article 2

Reprise de ressortissants propres

(1) Chaque Partie reprend sur son territoire sans formalité autre que celle prévue dans le présent Accord, à la demande de l'autre Partie, toute personne qui, se trouvant sur le territoire de la Partie requérante, ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour, lorsqu'il peut être prouvé ou valablement présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie requise.

(2) L'obligation de reprise prévue au paragraphe (1) s'applique aussi à toute personne qui, après son entrée sur le territoire de la Partie requérante, a perdu la nationalité de la Partie requise et n'a pas obtenu au moins une assurance de naturalisation de la part de la Partie requérante.

(3) A la demande de la Partie requérante, et conformément aux dispositions de l'article 7, paragraphe (5), la Partie requise délivre les documents de voyage nécessaires à la reconduite des personnes à reprendre dans le délai de trois jours ouvrables suivant la date de la réception de la demande.

(4) La Partie requérante reprend cette personne dans les mêmes conditions, si une vérification ultérieure révèle qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie requise au moment de sa sortie du territoire de la Partie requérante, à moins que l'obligation de reprise ne découle du paragraphe (2).

Article 3

Réadmission de ressortissants d'un Etat tiers et d'apatrides

(1) Chaque Partie s'efforcera de reconduire les ressortissants d'un Etat tiers dans leur pays d'origine. Chaque Partie réadmet toutefois sur son territoire à la demande de l'autre Partie et sans autres formalités que celles prévues dans le présent Accord, tout ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de la Partie requérante lorsqu'il peut être prouvé ou valablement présumé que ce ressortissant:

1. est en possession d'un titre de séjour en cours de validité délivré par la Partie requise, ou
2. est en possession d'un visa valable autre qu'un visa de transit délivré par la Partie requise, ou

3. à l'entrée sur le territoire de la Partie requérante était en possession d'un titre de séjour en cours de validité ou d'un visa valable autre qu'un visa de transit délivré par la Partie requise, ou
4. est entré directement sur le territoire de la Partie requérante à partir du territoire de la Partie requise ou après y avoir séjourné.

(2) L'obligation de réadmission visée au paragraphe (1) n'est pas applicable aux ressortissants d'un Etat tiers qui, avant ou après leur entrée sur le territoire de la Partie requérante, étaient en possession d'un visa autre qu'un visa de transit, ou d'un titre de séjour délivré par la Partie requérante et dont la durée de validité est supérieure à celle du visa ou titre de séjour délivré par la Partie requise.

(3) La Partie requise s'engage à respecter par rapport aux ressortissants d'un Etat tiers à réadmettre les dispositions de l'article 33 de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle que modifiée par le Protocole du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés, ainsi que les dispositions de l'article 3 de la Convention du 4 novembre 1950 relative à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ou les dispositions de l'article 7 du Pacte international du 19 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques, ainsi que les dispositions de l'article 3 de la Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, même si elle n'est pas partie à ces Conventions.

Article 4

Introduction de la demande de reprise ou de réadmission

(1) Toute demande de reprise ou de réadmission en vertu de l'article 2 ou 3 sera introduite par écrit auprès de l'autorité compétente de la Partie requise.

(2) Chaque demande de reprise ou de réadmission comprendra les informations fixées dans l'article 2, paragraphes 3 et 4, du Protocole d'application.

Article 5

Moyens de preuve concernant les ressortissants propres

(1) La preuve de la nationalité conformément à l'article 2 peut être apportée au moyen des documents énumérés aux annexes 7A et 7B du Protocole d'application.

Lorsque de tels documents sont présentés, les Parties reconnaissent la nationalité sans autres formalités.

(2) La nationalité conformément à l'article 2 est valablement présumée au moyen des documents ou éléments mentionnés ci-après:

1. une copie de l'un des documents énumérés aux annexes 7A et 7B du Protocole d'application;
2. d'autres documents pouvant contribuer à la détermination de la nationalité de la personne concernée (permis de conduire ou autre);
3. un document certifiant une immatriculation consulaire, un certificat de nationalité ou une attestation d'état civil;
4. un passeport d'une entreprise;
5. des duplicata/copies des documents visés sous 2. à 4. ci-dessus;
6. une déclaration d'un témoin de bonne foi;
7. la déclaration de la personne concernée.

Lorsque de tels documents ou éléments sont présentés, les Parties acceptent la nationalité comme acquise, à moins que la Partie requise ne puisse démontrer le contraire.

(3) Si aucun des documents ou éléments visés aux paragraphes (1) et (2) ne peut être présenté, mais si de l'avis de la Partie requérante il existe une présomption sur la nationalité de la personne à reprendre, les autorités compétentes de la Partie requise prennent les mesures nécessaires pour déterminer la

nationalité de la personne concernée. A cet effet la Représentation diplomatique ou consulaire de la Partie requise accréditée auprès de la Partie requérante procédera à une audition de la personne concernée afin de déterminer, notamment sur la base de la langue dans laquelle la personne s'exprime, s'il s'agit d'un ressortissant propre.

Article 6

Moyens de preuve concernant les ressortissants d'un Etat tiers et les apatrides

(1) La preuve qu'il est satisfait aux conditions énumérées à l'article 3 concernant la réadmission de ressortissants d'un Etat tiers ou d'apatrides peut être apportée par les moyens de preuve mentionnés ci-après:

1. des visas ou titres de séjour en cours de validité délivrés par la Partie requise;
2. des visas ou titres de séjour délivrés par la Partie requise, dont la durée de validité a expiré depuis moins d'un an;
3. des cachets d'entrée et/ou de sortie ou des annotations similaires dans le document de voyage de la personne concernée permettant de prouver son entrée ou son séjour sur le territoire de la Partie requise ou son entrée sur le territoire de la Partie requérante à partir du territoire de la Partie requise (itinéraire de son voyage);
4. des documents nominatifs délivrés par la Partie requise (par exemple: permis de conduire, certificat de légitimation);
5. des documents de l'état civil ou une immatriculation sur le territoire de la Partie requise;
6. des copies des documents visés sous 1. à 5. ci-dessus.

Les moyens de preuve ci-dessus sont reconnus sans autres formalités entre les Parties.

(2) La preuve qu'il est satisfait aux conditions de réadmission de ressortissants d'un Etat tiers, énumérées à l'article 3, peut être fournie par toute information, qu'elle soit officielle ou non, sur la base de laquelle le séjour ou l'entrée sur le territoire de la Partie requise peut être valablement présumé tels que:

1. les billets de transport nominatifs, les pièces ou factures si elles attestent l'entrée ou le séjour de la personne concernée sur le territoire de la Partie requise ou permettent de prouver son entrée sur le territoire de la Partie requérante à partir du territoire de la Partie requise (par exemple: notes d'hôtel, cartes de rendez-vous pour une consultation de médecin/dentiste, cartes d'accès dans des institutions publiques/privées, listes de passagers pour les voyages en avion ou en bateau);
2. des informations révélant que la personne concernée a utilisé les services d'un accompagnateur de voyage ou d'un bureau de voyages;
3. des déclarations officielles en particulier d'agents à la frontière de la Partie requise et d'autres fonctionnaires pouvant témoigner que la personne concernée a franchi la frontière de la Partie requise;
4. des déclarations officielles de fonctionnaires concernant la présence de la personne concernée sur le territoire de la Partie requise;
5. un titre de séjour expiré depuis plus de deux ans, délivré par la Partie requise;
6. une déclaration écrite décrivant le lieu et les circonstances dans lesquels la personne concernée a été interceptée après l'entrée sur le territoire de la Partie requérante;
7. des informations qui ont été fournies par une organisation internationale concernant l'identité et le séjour de la personne concernée sur le territoire de la Partie requise ou de l'itinéraire qu'elle a suivi à partir du territoire de la Partie requise vers celui de la Partie requérante;
8. une déclaration de témoin présentée par une personne ayant accompagné la personne concernée lors de son voyage;
9. des déclarations de la personne concernée;
10. d'autres pièces (par exemple des cartes d'entrée non nominatives) ou des informations dignes de foi permettant de faire présumer suffisamment le séjour ou le transit sur le territoire de la Partie requise.

Si cette preuve est valablement présumée, les Parties acceptent qu'il soit satisfait aux conditions, à moins que la Partie requise ne puisse prouver le contraire.

Article 7

Délais

(1) La demande de reprise d'un ressortissant propre peut à tout moment être présentée par l'autorité compétente de la Partie requérante, lorsqu'il a été constaté que la personne concernée ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée, et/ou de séjour sur le territoire de la Partie requérante.

(2) La demande de réadmission d'un ressortissant d'un Etat tiers doit être présentée par l'autorité compétente de la Partie requérante dans un délai maximum d'un an après que la Partie requérante a eu connaissance du fait que cette personne ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée, et/ou de séjour sur le territoire de la Partie requérante. Lorsque des obstacles factuels ou juridiques s'opposent à ce que la demande soit présentée en temps voulu, le délai est prolongé, sur demande, mais seulement jusqu'au moment où les obstacles ont cessé d'exister.

(3) Une demande de reprise ou de réadmission doit recevoir une réponse dans des délais raisonnables et, en tout état de mure, dans un délai maximum d'un mois. Le refus d'une demande de reprise ou de réadmission doit être motivée. Le délai commence à courir à la date de réception de la demande de reprise ou de réadmission. A l'expiration de ce délai, le transfert est réputé approuvé.

(4) Après approbation ou, le cas échéant, à l'expiration du délai d'un mois, la Partie requise reprend ou réadmet sans délai la personne dont elle a accepté le transfert et, en tout état de cause, au plus tard dans le délai d'un mois. Ce délai peut être prolongé sur demande aussi longtemps que des obstacles juridiques ou pratiques l'exigent.

(5) A la demande de la Partie requérante, la Partie requise délivre au nom de la personne à transférer sans délai, mais au plus tard dans les trois jours ouvrables, les documents de voyage nécessaires à son retour et ayant une durée de validité d'au moins un mois. Si la Partie requise ne peut pas délivrer le document de voyage dans le délai de trois jours ouvrables suivant la date de la réception de la demande et par exemple dans le cas où aucune représentation diplomatique de la Partie requise n'est présente sur le territoire de la Partie requérante, la Partie requise est réputée accepter l'utilisation d'un document de voyage délivré par la Partie requérante. Si, pour des raisons juridiques ou factuelles, la personne ne peut pas être transférée dans le délai de validité du document de voyage initial délivré par la Partie requise, celle-ci délivre dans les trois jours ouvrables un nouveau document de voyage ayant la même durée de validité.

Article 8

Modalités de transfert et modes de transport

(1) Avant de transférer une personne, les autorités compétentes de la Partie requérante informent par écrit trois jours ouvrables avant la première tentative de transfert la représentation diplomatique de la Partie requise de la date et des modalités du transfert, ainsi que du recours éventuel à des escortes.

(2) Le retour s'effectue, de manière générale, par voie aérienne. Le transfert par voie aérienne peut s'effectuer dans le cadre de vols réguliers ou de vols charter.

Article 9

Opérations de transit

(1) Les Parties autorisent le transit de ressortissants d'un Etat tiers par leur territoire, si une autre Partie en fait la demande, lorsque la poursuite du voyage dans d'éventuels autres Etats de transit, et la réadmission par l'Etat de destination sont assurées.

(2) Les Parties s'efforcent de limiter le transit de ressortissants d'un Etat tiers aux cas où ces personnes ne peuvent être éloignées directement vers le pays de destination.

- (3) Le transit peut être refusé par les Parties:
1. si le ressortissant d'un Etat tiers court un risque réel d'être soumis à des tortures, à des peines ou traitements inhumains ou dégradants, à la peine de mort ou peut être poursuivi en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social déterminé ou de ses convictions politiques dans l'Etat de destination ou un autre Etat de transit;
 2. si le ressortissant d'un Etat tiers fait l'objet d'une poursuite pénale ou d'une exécution d'un jugement pénal sur le territoire de la Partie requise.
- (4) Les Parties peuvent retirer une autorisation délivrée si les circonstances évoquées au paragraphe (3), qui sont de nature à empêcher le transit, se produisent ou viennent à être connues ultérieurement, ou si la poursuite du voyage dans d'éventuels Etats de transit ou la réadmission par l'Etat de destination n'est plus assurée. Dans ces cas, la Partie requérante reprend sur son territoire sans délai la personne concernée.

Article 10

Procédure de transit

- (1) Toute demande de transit doit être adressée par écrit aux autorités compétentes et contenir les informations suivantes:
1. le mode de transport, les autres Etats de transit éventuels et l'Etat de destination finale prévue;
 2. les données personnelles de la personne concernée (nom, prénoms, date de naissance, et, le cas échéant, lieu de naissance, nationalité, nature et numéro du document de voyage);
 3. le point de passage frontalier envisagé, la date du transfert et le recours éventuel à des escortes;
 4. une déclaration précisant que, du point de vue de la Partie requérante, les conditions visées à l'article 9, paragraphes (1) et (2), sont remplies et qu'aucune raison justifiant un refus au sens de l'article 9, paragraphe (3), n'est connue.
- (2) L'autorité compétente de la Partie requise informe, sans délais et par écrit, l'autorité compétente de la Partie requérante de l'autorisation du transit, en confirmant le point de passage frontalier et la date du transit envisagée, ou l'informe du refus du transit et des raisons de ce refus.
- (3) La personne à faire transiter et les éventuelles escortes se verront octroyer les facilités nécessaires d'accès dans la zone nationale ou internationale de l'aéroport de la Partie requise.
- (4) Les autorités compétentes de la Partie requise, sous réserve de consultations mutuelles, soutiennent le transit, en particulier par une surveillance des personnes concernées et par la fourniture des équipements appropriés à cet effet.

Article 11

Coûts

Sans préjudice du droit des autorités compétentes de récupérer les coûts liés à la reprise ou à la réadmission auprès de la personne à reprendre ou à réadmettre ou de tiers, tous les frais de transport jusqu'à la frontière de l'Etat de destination finale, engagés dans le cadre de la reprise, de la réadmission et du transit, en application du présent Accord, sont à charge de la Partie requérante.

Article 12

Protection des données

La communication de données à caractère personnel n'a lieu que pour autant que cette communication est nécessaire à l'exécution du présent Accord par les autorités compétentes des Parties. Le traite-

ment des données à caractère personnel, dans les cas d'espèce, est régi par la législation de la Bosnie et Herzégovine et, lorsque le traitement est effectué par une autorité compétente d'un Etat du Benelux, par les dispositions de la Directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et de la législation nationale adoptée en application de cette Directive. En outre, les principes suivants s'appliquent:

1. les données à caractère personnel doivent être traitées loyalement et licitement;
2. les données à caractère personnel doivent être collectées dans le but spécifique, explicite et légitime de la mise en oeuvre du présent Accord et ne pas être traitées ultérieurement, par l'autorité qui les communique ou par l'autorité destinataire, de manière incompatible avec cette finalité;
3. les données à caractère personnel doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement; en particulier, les données à caractère personnel communiquées ne peuvent porter que sur les informations suivantes:
 - les renseignements individuels sur la personne à transférer (le nom de famille, le prénom, tout nom antérieur, surnom ou nom d'emprunt, la date et le lieu de naissance, le sexe, la nationalité actuelle et toute nationalité antérieure),
 - la carte d'identité ou le passeport (le numéro de série, la durée de validité, la date, l'autorité et le lieu de délivrance),
 - les lieux de séjour et les itinéraires,
 - d'autres informations nécessaires pour l'identification de la personne à transférer ou pour l'examen des exigences en matière de reprise ou de réadmission prévues dans le présent Accord;
4. les données à caractère personnel doivent être exactes et, si nécessaire, mises à jour;
5. les données à caractère personnel doivent être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont collectées ou pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement;
6. tant l'autorité qui communique les données que l'autorité qui les reçoit prennent toute mesure utile pour garantir selon le cas la rectification, l'effacement ou le verrouillage des données à caractère personnel dont le traitement n'est pas conforme aux dispositions du présent article, en particulier parce que les données ne sont pas adéquates, pertinentes et exactes ou qu'elles sont excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées; cela inclut la notification à l'autre Partie de toute rectification, tout effacement ou tout verrouillage;
7. sur demande, le destinataire informe l'autorité ayant communiqué les données de l'utilisation qui en a été faite et des résultats obtenus;
8. les données à caractère personnel ne peuvent être communiquées qu'aux autorités compétentes; leur transmission ultérieure à d'autres organes nécessite le consentement préalable de l'autorité chargée de leur communication;
9. l'autorité de transmission des données et celle de réception sont tenues de procéder à un enregistrement écrit de la communication et de la réception des données à caractère personnel.

Article 13

Clause de non-incidence

Le présent Accord ne porte pas atteinte aux obligations découlant:

1. de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le Protocole du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés et de la Convention du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides;
2. des traités relatifs à l'extradition et au transit;
3. de la Convention du 4 novembre 1950 relative à la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

4. du Pacte international du 19 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques;
5. de la Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
6. de la Convention européenne du 26 novembre 1987 pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants;
7. du droit communautaire européen y compris de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes et de la Convention d'application de cet Accord de Schengen du 19 juin 1990;
8. de conventions internationales en matière d'asile, notamment du Règlement (CE) No 343/2003 du Conseil du 18 février 2003 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres par un ressortissant d'un pays tiers;
9. de conventions et d'accords internationaux relatifs à la réadmission des ressortissants étrangers. Ceci s'applique en particulier à l'Annexe 9 de la Convention de Chicago du 7 décembre 1944.

Article 14

Comité d'experts

- (1) Les Parties se prêtent mutuellement assistance pour l'application et l'interprétation du présent Accord. A cette fin, elles instituent un comité d'experts chargé en particulier:
 1. de suivre l'application du présent Accord;
 2. de faire des propositions afin de régler les problèmes que pose l'application du présent Accord;
 3. de proposer des modifications et des compléments au présent Accord;
 4. d'élaborer et de recommander des mesures appropriées visant à lutter contre l'immigration illégale.
- (2) Les Parties se réservent d'approuver ou de désapprouver les mesures proposées par le Comité d'experts.
- (3) Le Comité se compose d'un représentant pour la Belgique, d'un représentant pour le Luxembourg, d'un représentant pour les Pays-Bas et d'un représentant pour la Bosnie et Herzégovine. Les Parties y désignent le président et ses suppléants. Des membres suppléants sont nommés. En cas de besoin, des autres experts peuvent être associés aux travaux du comité.
- (4) Le Comité se réunit en cas de nécessité sur proposition d'une des Parties.

Article 15

Protocole d'application

Toutes les dispositions pratiques pour l'application du présent Accord sont arrêtées dans le Protocole d'application. Le Protocole d'application règle notamment:

1. la désignation des autorités compétentes;
2. la désignation des points de passage frontaliers;
3. les conditions applicables au transit sous escorte des personnes à reprendre ou à réadmettre ou à faire transiter.

Article 16

Application territoriale

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, l'application du présent Accord peut être étendue aux Antilles néerlandaises et à Aruba par une notification au Gouvernement du Royaume de Belgique, dépositaire du présent Accord, qui en informe les autres Parties.

*Article 17****Entrée en vigueur***

- (1) Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception par le Gouvernement du Royaume de Belgique des notifications de deux Etats signataires, dont l'un est la Bosnie et Herzégovine, signifiant l'accomplissement des formalités internes requises pour son entrée en vigueur.
- (2) A l'égard de tout autre Etat signataire, le présent Accord produit ses effets le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception par le Gouvernement du Royaume de Belgique de la notification d'accomplissement des formalités internes requises pour son entrée en vigueur.
- (3) Le Gouvernement du Royaume de Belgique informe chacun des Etats signataires des notifications visées aux paragraphes (1) et (2) et des dates d'entrée en vigueur du présent Accord à l'égard des Parties.

*Article 18****Suspension, dénonciation***

- (1) Le présent Accord est signé pour une durée indéterminée.
- (2) Le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas conjointement, et la Bosnie et Herzégovine peuvent suspendre le présent Accord après notification au Gouvernement du Royaume de Belgique, qui en informe les autres Parties, pour des motifs graves en particulier en raison de la protection de la sûreté de l'Etat, de l'ordre public ou de la santé publique. Les Parties s'informent mutuellement sans tarder, par la voie diplomatique, de la levée d'une telle mesure.
- (3) La suspension du présent Accord prend effet le premier jour du premier mois suivant celui où le Gouvernement du Royaume de Belgique a reçu la notification visée au paragraphe (2).
- (4) Le Royaume de Belgique, le Grand Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas conjointement, et la Bosnie et Herzégovine peuvent, après en avoir donné notification au Gouvernement du Royaume de Belgique, qui en informera les autres Parties, dénoncer le présent Accord pour des raisons graves.
- (5) La dénonciation du présent Accord prend effet le premier jour du deuxième mois suivant celui où le Gouvernement du Royaume de Belgique a reçu la notification visée au paragraphe (4).





*Article 19****Dépositaire***

Le Gouvernement du Royaume de Belgique est dépositaire du présent Accord.

L'original pour les pays du Benelux sera déposé auprès du Gouvernement du Royaume de Belgique, dépositaire du présent Accord, qui en expédiera une copie certifiée conforme à toutes les Parties.

EN FOI DE QUOI, les représentants des Parties, dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Sarajevo, le 19.7.2006, en deux versions originales, dans chacune des langues officielles de la Bosnie et Herzégovine (en langues bosniaque, croate et serbe), en langues française, néerlandaise et anglaise, chacun des textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation la version en langue anglaise (langue de travail) prévaudra.

<i>Pour le Royaume de Belgique:</i>	<i>Pour le Grand-Duché de Luxembourg:</i>	<i>Pour le Royaume des Pays-Bas:</i>	<i>Pour la Bosnie et Herzégovine:</i>
			

*

**PROTOCOLE D'APPLICATION DE L'ACCORD
entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-
Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie
et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des per-
sonnes en situation irrégulière**

(Accord de reprise et de réadmission)

Le Royaume de Belgique,

Le Grand-Duché de Luxembourg

et

Le Royaume des Pays-Bas,

et

La Bosnie et Herzégovine,

ci-après dénommés „les Parties“,

En vertu de l'article 15, de l'Accord signé à Sarajevo le ... 2006 entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière,

ci-après dénommé „l'Accord“,

Sont convenues de ce qui suit:

Article 1

Définitions

Aux termes du présent Protocole d'application, il faut entendre par:

- représentation diplomatique: la représentation diplomatique de la Partie requise sur le territoire de la Partie requérante;
- escorte(s): la personne (ou les personnes) désignée(s) par la Partie requérante et chargée(s) d'escorter la personne à reprendre ou à réadmettre ou à faire transiter.

Article 2

Introduction de la demande de reprise ou de réadmission

(article 4, de l'Accord)

1. La demande de reprise ou de réadmission est introduite par télécopieur ou par voie électronique et par courrier auprès de la représentation diplomatique de la Partie requise. Une copie sera transmise simultanément à l'autorité compétente de la Partie requise.

2. La demande de reprise est introduite en faisant usage du formulaire joint en annexe 1 A au présent Protocole d'application. La demande de réadmission est introduite en faisant usage du formulaire joint en annexe 1 B au présent Protocole d'application.
3. La demande de reprise et de réadmission comprendra les informations suivantes:
 - les données personnelles de la personne concernée (nom, prénoms, le cas échéant, noms antérieurs, surnoms et pseudonymes, noms d'emprunt, sexe, date et si possible lieu de naissance et dernier lieu de résidence sur le territoire de la Partie requise);
 - une copie des moyens de preuve visés aux articles 5 ou 6 de l'Accord.
4. La demande de reprise ou de réadmission doit, le cas échéant, également comprendre les informations suivantes:
 - l'indication que la personne à transférer doit bénéficier d'un traitement spécial (médical ou autre) ou nécessite un transport en ambulance;
 - toutes autres mesures de protection et de sécurité pouvant être nécessaires lors du transfert.
5. Si les conditions visées à l'article 4, paragraphe (2), de l'Accord sont remplies, une communication écrite moyennant le formulaire joint en annexe 3 au présent Protocole d'application est suffisante.
6. La Partie requérante s'adresse à l'autorité compétente ainsi qu'à la représentation diplomatique pour fournir de même que pour recueillir des renseignements concernant la demande de reprise ou de réadmission introduite.

Article 3

Réponse à la demande

(article 7, paragraphe (3), de l'Accord)

1. La réponse à une demande de reprise ou de réadmission est transmise par télécopieur ou par voie électronique et par courrier en passant par la représentation diplomatique et simultanément à l'autorité compétente de la Partie requérante.
2. La réponse à la demande s'effectue en faisant usage du formulaire indiqué au paragraphe 2, de l'article 2, du présent Protocole d'application.

Article 4

Documents de voyage

(article 7, paragraphe (5), de l'Accord)

1. En cas d'accord à la demande de reprise ou de réadmission, les documents de voyage nécessaires au retour sont établis au nom de la personne à transférer, conformément à l'article 7, paragraphe (5), de l'Accord et remis aux autorités compétentes de la Partie requérante par la représentation diplomatique.
2. En vertu de l'article 7, paragraphe (5), de l'Accord, la Partie requise est réputée accepter l'utilisation d'un document de voyage délivré par la Partie requérante et par exemple dans le cas où aucune représentation diplomatique de la Partie requise n'est présente sur le territoire de la Partie requérante, si la représentation diplomatique ne peut pas délivrer le document de voyage demandé dans le délai de trois jours ouvrables suivant la date de la réception de la demande afférente. Les documents que les Parties utiliseront à cette fin sont joints en annexes 4 et 5 au présent Protocole d'application.

Article 5

Transfert

(article 8, de l'Accord)

1. L'autorité compétente de la Partie requérante informe l'autorité compétente de la Partie requise, en passant par la représentation diplomatique, par télécopieur ou par voie électronique, au moins trois jours ouvrables avant la première tentative du transfert, de son intention d'y procéder. A cette fin, il est fait usage du formulaire joint en annexe 2 au présent Protocole d'application.
2. Si la Partie requérante se trouve dans l'impossibilité de transférer la personne à reprendre ou à réadmettre dans le délai d'un mois visé à l'article 7, paragraphe (4), de l'Accord, elle en informe sans délai l'autorité compétente de la Partie requise en passant par la représentation diplomatique.
3. Lorsque des raisons médicales justifient le transport par voie terrestre, les autorités compétentes de la Partie requérante l'indiquent sur le formulaire joint en annexe 2 au présent Protocole d'application.

Article 6

Transit

(article 10, de l'Accord)

1. La demande de transit est introduite par télécopieur ou par voie électronique auprès de l'autorité compétente de la Partie requise au moins deux jours ouvrables avant le transit par voie aérienne projeté ou au moins trois jours ouvrables avant le transit par voie terrestre projeté. La demande est introduite en faisant usage du formulaire joint en annexe 6 au présent Protocole d'application.
2. L'autorité compétente de la Partie requise communique sans délai, par télécopieur ou par voie électronique si elle accepte le transit et la date envisagée de celui-ci, le point de passage des frontières, le mode de transport et le recours à des escortes. A cette fin, il est fait usage du formulaire indiqué au paragraphe 1er, du présent article.
3. Le transit s'effectue en principe par voie aérienne.

Article 7

Soutien au transit

(article 10, paragraphe (4), de l'Accord)

1. Si la Partie requérante juge nécessaire le soutien au transit par les autorités de la Partie requise, elle adresse une demande en ce sens à l'autorité compétente de la Partie requise. A l'occasion de la réponse à la demande de transit, la Partie requise communique si elle peut fournir le soutien demandé. Les Parties font usage à cette fin du formulaire joint en annexe 6 au présent Protocole d'application et se consultent au besoin.
2. Si la personne concernée est escortée, la garde et l'embarquement sont assurés par cette escorte sous l'autorité de la Partie requise et, dans la mesure du possible, avec l'assistance de celle-ci.

Article 8

Escorte lors de la reprise ou de la réadmission ou lors du transit

(article 15, sous 3, de l'Accord)

1. Lors de l'opération de transit, les pouvoirs de l'escorte se limitent à la légitime défense. De plus, en cas d'absence d'agents de la Partie requise compétents en la matière ou dans le but de leur porter

assistance, l'escorte peut entreprendre des actions raisonnables et proportionnées pour répondre à un risque sérieux et immédiat afin de prévenir que la personne concernée ne fuit, ne porte atteinte à elle-même ou à un tiers ou cause des dommages aux biens.

Dans toutes les circonstances, l'escorte doit respecter le droit de la Partie requise.

2. L'escorte accomplit sa mission sans armes et en civil. Elle doit se munir d'un document qui atteste qu'une autorisation a été délivrée pour la reprise ou la réadmission ou pour le transit et doit être en mesure de prouver à tout moment son identité et son habilitation.

3. Les autorités de la Partie requise garantissent à l'escorte durant l'exercice de sa mission dans le cadre de l'Accord la même protection et la même assistance qu'à leurs propres agents compétents en la matière.

Article 9

Désignation des autorités compétentes

(article 15, sous 1, de l'Accord)

Les Parties échangent au plus tard trente jours après la conclusion du présent Protocole d'application une liste des autorités compétentes pour l'application de l'Accord. Elles s'échangent sans délai toute modification de cette liste.

Article 10

Désignation des points de passage frontaliers

(article 15, sous 2, de l'Accord)

Les Parties communiquent mutuellement par écrit, au plus tard trente jours après la conclusion du présent Protocole d'application, les points de passage frontaliers par lesquels les personnes sont effectivement transférées et admises. Elles s'échangent sans délai toute modification y afférente.

Article 11

Coûts

(article 11, de l'Accord)

Sur production d'une facture, la Partie requérante rembourse les frais exposés par la Partie requise en vue de la reprise ou de la réadmission et du transit, qui sont à charge de la Partie requérante en vertu de l'article 11, de l'Accord.

Article 12

Comité d'experts

(article 14, de l'Accord)

Dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur de l'Accord, les Parties se communiquent mutuellement la composition de leur délégation au Comité d'experts, institué en vertu de l'article 14, de l'Accord. Elles s'échangent sans délai toute modification de leur délégation.

Article 13

Langue

Les Parties communiquent entre elles en langue anglaise.

*Article 14****Modification des annexes***

1. Les annexes 1 à 7 A et 7 B incluses font partie intégrante du Protocole d'application.
2. Toute modification des annexes du présent Protocole d'application fera l'objet d'une décision écrite des Parties et entrera en vigueur à une date à fixer par les Parties.

*Article 15****Entrée en vigueur et dénonciation***

Le présent Protocole d'application est appliqué conformément aux articles 17 et 18, de l'Accord et dénoncé en même temps que la dénonciation de l'Accord.

FAIT à Sarajevo, le 19.7.2006, en deux versions originales, dans chacune des langues officielles de la Bosnie et Herzégovine (en langues bosniaque, croate et serbe), en langues française, néerlandaise et anglaise chacun des textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, la version anglaise (langue de travail) prévaudra.

*Pour le Royaume
de Belgique:*

*Pour le Grand-Duché
de Luxembourg:*

*Pour le Royaume
des Pays-Bas:*

*Pour la Bosnie
et Herzégovine:*



*

ANNEXE 1A

**Protocole d'application de l'Accord entre les Etats du Benelux
(le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le
Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la
reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière
(Accord de reprise et de réadmission)**

Demande de reprise d'un ressortissant propre
(art. 4, de l'Accord et art. 2, du Protocole d'application)

Date de la demande: No du dossier:

De: Autorité compétente (Partie requérante)

Tél: Télécopie: E-mail:

A: Autorité compétente (Partie requise)

Tél: Télécopie: E-mail:

1 – Données personnelles de la personne dont la reprise est demandée

Nom	.....	Prénoms	.....
Nom de jeune fille	.....		.....
Autres noms (alias, ...)	.....		.....
	.....	Lieu de naissance	.....
Sexe	.....	Dernier lieu de résidence sur le territoire de la partie requise	.....
Date de naissance	.....	
Etat civil:	<input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Veuve/veuf	Epoux(se) de	.....
Enfants mineurs nom(s)	.....	(nombre)	.....
		
		
date de naissance	.....	
		
		
		

2 – Moyens de preuve concernant les ressortissants propres (art. 5, de l’Accord)
 (NB – il s’agit ici de la date de délivrance, de la durée de validité des documents etc.)

1.
2.
3.
4.
5.
(copies jointes)

3 – Informations concernant le séjour irrégulier sur le territoire de la partie requérante

Date de la constatation du séjour irrégulier	
--	--

4 – Annexes

Nombre de pièces (y compris description succincte)	1.
	2.
	3.
	4.
	5.
	6.

Nom du fonctionnaire	Sceau et signature

Réponse à la demande de reprise (art. 7, paragraphe (3), de l'Accord et art. 3, du Protocole d'application)

Date de la réponse:

1 – Décision prise

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Refus
Motivation du refus en cas de réponse négative	

2 – Particularités

--

Nom du fonctionnaire	Sceau et signature
----------------------	--------------------

*

ANNEXE 1B

**Protocole d'application de l'Accord entre les Etats du Benelux
(le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le
Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la
reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière
(Accord de reprise et de réadmission)**

**Demande de réadmission d'un ressortissant d'un Etat tiers
(art. 4, de l'Accord et art. 2, du Protocole d'application)**

Date de la demande: No du dossier:

De: Autorité compétente (Partie requérante)		
.....		
Tél:	Télécopie:	E-mail:

A: Autorité compétente (Partie requise)		
.....		
Tél:	Télécopie:	E-mail:

1 – Données personnelles de la personne dont la réadmission est demandée

Nom	.....	Prénoms	.....
Nom de jeune fille	.....		.....
Autres noms (alias, ...)	.....		.....

Sexe	.....		.....
Date de naissance	.....	Lieu de naissance	.....
Nationalité	.....	Dernier lieu de résidence sur le territoire de la partie requise	.....
Etat civil:	<input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Veuve/veuf	Epoux(se) de	.....
Enfants mineurs nom(s)	.....	(nombre)	.....

date de naissance	.....		.....

2 – Moyens de preuve concernant les ressortissants d'un Etat tiers (art. 6 de l'Accord)
 (NB – il s'agit de la date de délivrance, de la durée de validité des documents etc.)

1.
2.
3.
4.
5.
(copies jointes)

**3 – Informations concernant le séjour irrégulier
 sur le territoire de la partie requérante**

Date de la constatation du séjour irrégulier	
--	--

4 – Annexes

Nombre de pièces (y compris description succincte)	1.
	2.
	3.
	4.
	5.
	6.

Nom du fonctionnaire	Sceau et signature

<p>Réponse à la demande de réadmission (art. 7, paragraphe (3), de l'Accord et art. 3, du Protocole d'application)</p>

Date de la réponse:

1 – Décision prise

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Refus
Motivation du refus en cas de réponse négative	

2 – Particularités

--

Nom du fonctionnaire	Sceau et signature

*

ANNEXE 2

**Protocole d'application de l'Accord entre les Etats du Benelux
(le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le
Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la
reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière
(Accord de reprise et de réadmission)**

**Information concernant la reprise ou la réadmission
(art. 8, de l'Accord et art. 5, du Protocole d'application)**

Date: No du dossier:

Votre réponse positive du (date):

De: Autorité compétente (Partie requérante)		
.....		
Tél:	Télécopie:	E-mail:

A: Autorité compétente (Partie requise)		
.....		
Tél:	Télécopie:	E-mail:

**1 – Données personnelles de la personne dont la reprise
ou la réadmission est annoncée**

Nom	.....	Prénoms	.....

Date de naissance	.....	Lieu de naissance	.....
Nationalité	.....	

2 – Documents en possession de la personne visée sous 1

(NB – il s'agit ici de la date et du lieu de délivrance, de la durée de validité etc.)

1. Laissez-passer	
délivré le (date)	à (lieu)
valable au (date)	
2. Autres documents (de voyage)	.....

(copies jointes)	.....

3 – Date, heure, lieu et mode du transfert

Date et heure du transfert	
Lieu du transfert	
Mode de transport Moyen de transport – Voiture – Avion	Air/terre/mer* Oui/non* Immatriculation Oui/non* Vol No
Escorte: Nombre d'agents d'escorte Noms des agents d'escorte	Oui/non* 1. 2.
Accompagnement médical Raisons pour lesquelles la reprise ou la réadmission ne peut pas s'effectuer par voie aérienne (médicales ou autres) Mesures de protection ou de sécurité à prendre	Oui/non* 1. 2. 3. 4. 1. 2. 3.

4 – Annexes

Nombre de pièces (y compris description succincte)	1. 2. 3. 4. 5. 6.
---	--

Nom du fonctionnaire	Sceau et signature
----------------------	--------------------

* Biffer les mentions inutiles

Accusé de réception de l'information

Date:

Nom du fonctionnaire	Sceau et signature
----------------------	--------------------

*

ANNEXE 3

**Protocole d'application de l'Accord entre les Etats du Benelux
(le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le
Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la
reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière
(Accord de reprise et de réadmission)**

Communication concernant la reprise ou la réadmission (art. 2, paragraphe 5, du Protocole d'application)
--

Date:

No du dossier:

De: Autorité compétente (Partie requérante)		
.....		
Tél:	Télécopie:	E-mail:

A: Autorité compétente (Partie requise)		
.....		
Tél:	Télécopie:	E-mail:

1 – Données personnelles de la personne dont la reprise ou la réadmission est annoncée

Nom	Prénoms
.....
.....
.....
Date de naissance	Lieu de naissance
Nationalité .....	.....

2 – Documents en possession de la personne visée sous 1
(NB – il s’agit ici de la date et du lieu de délivrance, de la durée de validité etc.)

1. Documents (de voyage)	..... ..... ..... ..... .....
2. Visas/Titre de séjour	...............
(copies jointes)	.....

**3 – La personne visée sous 1 s’est déclarée disposée
à retourner sur le territoire de la partie requise**

Déclaration de la personne concernée ci-jointe	Oui/non*
---	----------

4 – Date, heure, lieu et mode de transfert

Date et heure du transfert	
Lieu du transfert	
Mode de transport	Air/terre/mer*
Moyen de transport	
– Voiture	Oui/non* Immatriculation
– Avion	Oui/non* Vol No

5 – Annexes

Nombre de pièces (y compris description succincte)	1. 2. 3. 4. 5. 6.
---	--

Nom du fonctionnaire	Sceau et signature
----------------------	--------------------

* Biffer les mentions inutiles

Accusé de réception de la communication

Date:

Nom du fonctionnaire	Sceau et signature
----------------------	--------------------

*

ANNEXE 4

**Protocole d'application de l'Accord entre les Etats du Benelux
(le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le
Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la
reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière
(Accord de reprise et de réadmission)**

Modèle type UE de document de voyage pour le retour
(art. 7, paragraphe (5), de l'Accord et art. 4, du Protocole d'application)

Etat membre / Lid-Staat / Member State:	
Numéro d'enregistrement / Registratienummer / Registration number:	
Doc. numéro / Doc. Nummer / Doc. Number:	
Valable pour un seul voyage de / Geldig voor een eenmalige reis van / Valid for one journey from:	
Nom / Naam / Name:	PHOTO Foto/Photo
Prénom / Voornaam / Given name:	
Date de naissance / Geboortedatum / Date of birth:	
Taille / Lengte / Height:	
Signes particuliers / Bijzondere Kenmerken / Distinguishing Marks:	
Nationalité / Nationaliteit / Nationality:	
Adresse dans le pays d'origine (si connu) / Adres van het land van oorsprong (indien bekend) / Address in home country (if known):	
SCEAU/CACHET Zegel/stempel Seal/Stamp	Autorité de délivrance / Afgegeven door / Issuing authority:
	Lieu de délivrance / Afgegeven te / Issued at:
	Date de délivrance / Datum van afgifte / Issued on:
	Signature / Handtekening / Signature:
Observations / Opmerkingen / Remarks:	

*

ANNEXE 5

**Protocole d'application de l'Accord entre les Etats du Benelux
(le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le
Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la
reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière
(Accord de reprise et de réadmission)**

Document de voyage pour le retour
(art. 7, paragraphe (5), de l'Accord et art. 4, du Protocole d'application)

*

ANNEXE 6

**Protocole d'application de l'Accord entre les Etats du Benelux
(le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le
Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la
reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière
(Accord de reprise et de réadmission)**

**Demande d'autorisation de transit d'étranger(s)
à éloigner vers un Etat tiers**
(art. 10, paragraphe (1), de l'Accord et
art. 6, paragraphe 1, du Protocole d'application)

Date de la demande: No du dossier:

De: Autorité compétente (Partie requérante)

Tél:

Télécopie:

E-mail:

A: Autorité compétente (Partie requise)

Tél:

Télécopie:

E-mail:

1 – Données personnelles de la personne dont le transit est demandé

Nom	Prénoms
Nom de jeune fille .....	.....
Autres noms (alias, ...)	.....
.....
.....	Lieu de naissance
Sexe .....	.....
Date de naissance	Nature et No
Nationalité	du document de
	voyage

2 – Déclaration de l'autorité compétente de la partie requérante

a. Les conditions sont remplies (art. 9, paragraphes (1) et (2), de l'Accord)	b. Aucune raison justifiant le refus n'est connue (art. 9, paragraphe (3), de l'Accord)
--	--

3 – Proposition relative au mode de transit

Date, heure et lieu d'arrivée sur le territoire de la partie requise			
Le	.....	A	.....
Aéroport*	.....	Vol No	.....
Poste frontière*	.....	Plaque d'immatriculation	.....
Port*	.....	Compagnie de navigation	.....
Date, heure et lieu de départ du territoire de la partie requise			
Le	.....	A	.....
Aéroport*	.....	Vol No	.....
Poste frontière*	.....	Plaque d'immatriculation	.....
Port*	.....	Compagnie de navigation	.....
Autres Etats de transit	.....	
Etat de destination (finale)	.....	

4 – Escorte

Escorte	Oui/non*
Nombre d'agents d'escorte	.....
Noms des agents d'escorte	1. 2.
Accompagnement médical	Oui/non*
Raisons pour lesquelles le transit ne peut pas s'effectuer par voie aérienne (médicale ou autre)	1. 2. 3. 4.
Mesures de protection ou de sécurité à prendre	1. 2. 3.
Assistance demandée	Oui/non*
Mode d'assistance	.....

* Biffer les mentions inutiles

5 – Annexes

Nombre de pièces (y compris description succincte)	1.
	2.
	3.
	4.
	5.
	6.

Nom du fonctionnaire	Sceau et signature
----------------------	--------------------

Réponse à la demande de transit
(art. 10, paragraphe (2), de l'Accord et art. 6, paragraphe 2,
du Protocole d'application)

Date de la réponse:

1 – Décision prise

<input type="checkbox"/> Accord	<input type="checkbox"/> Refus
Motivation du refus en cas de réponse négative	

2 – Particularités (voir aussi sous 3)

--

Nom du fonctionnaire	Sceau et signature
----------------------	--------------------

*

ANNEXE 7A

**Protocole d'application de l'Accord entre les Etats du Benelux
(le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le
Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la
reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière
(Accord de reprise et de réadmission)**

<p>Moyens de preuve concernant les ressortissants propres de la Bosnie et Herzégovine (art. 5, paragraphe (1), de l'Accord)</p>
--

La preuve de la nationalité peut être apportée au moyen d'un des documents au moins mentionnés ci-après:

1. les documents de voyage (passeport, „putni list“, passeport collectif, licence de marin),
2. la carte d'identité (établie conformément aux projets CIPS),
3. le certificat de nationalité.

Les documents périmés, mentionnés ci-dessus, seront également considérés comme une preuve de la nationalité.

*

ANNEXE 7B

**Protocole d'application de l'Accord entre les Etats du Benelux
(le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le
Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la
reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière
(Accord de reprise et de réadmission)**

<p>Moyens de preuve concernant les ressortissants propres des Etats du Benelux (art. 5, paragraphe (1), de l'Accord)</p>

La preuve de la nationalité peut être apportée au moyen des documents mentionnés ci-après:

1. un passeport ou un document de voyage avec photographie (laissez-passer) en tenant lieu en cours de validité;
2. un document d'identité national en cours de validité;
3. un document d'identité militaire ou un autre document d'identité du personnel des forces armées avec une photographie du titulaire, en cours de validité;
4. un livret de marin en cours de validité;
5. d'autres documents officiels attestant de la nationalité de l'intéressé, délivrés par la Partie requise et pourvus d'une photographie;
6. un document tel que décrit ci-dessus, dont la durée de validité est périmée à la date d'envoi de la demande de reprise ou de réadmission.

5648/01

N° 5648¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2006-2007

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(22.12.2006)

Par dépêche en date du 5 décembre 2006, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique.

Au texte du projet de loi, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, étaient joints un exposé des motifs ainsi que le texte des Actes à approuver.

Le projet de loi sous avis étant à rapprocher du projet de loi portant approbation de l'Accord de réadmission conclu entre les Gouvernements des Etats du Benelux et le Gouvernement macédonien, le Conseil d'Etat renvoie également à son avis en date de ce jour sur ce projet de loi. Le Conseil d'Etat ne reviendra dès lors pas sur l'aspect prioritaire que revêtent les réadmissions (et partant la conclusion d'accords de réadmission) dans le cadre d'une politique intégrée de l'Union européenne en matière de migrations.

La situation de la Bosnie et Herzégovine diffère de celle de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, qui a conclu avec la Communauté européenne et ses Etats membres un accord de stabilisation et d'association, ouvrant la voie à la conclusion d'accords de réadmission bilatéraux, en attendant la conclusion d'un tel accord entre la Communauté et l'ancienne République yougoslave de Macédoine. S'agissant de la Bosnie et Herzégovine, un règlement communautaire No 533/2004 du Conseil du 22 mars 2004, relatif à l'établissement de partenariats européens dans le cadre du processus de stabilisation et d'association, a mis en place un partenariat européen en faveur également de la Bosnie et Herzégovine. Ledit partenariat européen prévoit un cadre entre autres pour les progrès réalisés dans la mise en œuvre du processus de stabilisation et d'association, y compris, le cas échéant, les accords de stabilisation et d'association. En novembre 2005, le processus de négociation d'un accord de stabilisation et d'association entre la Bosnie et Herzégovine et l'Union européenne a été lancé, mais ne semble pas encore avoir abouti. Si la conclusion d'accords bilatéraux de réadmission avec des Etats des Balkans demeure possible au titre des accords de stabilisation et d'association d'ores et déjà conclus avec certains de ces Etats (Croatie, ARYM), il doit en être *a fortiori* ainsi pour d'autres Etats des Balkans pour lesquels le processus de négociation de tels accords n'est pas encore achevé.

Le Conseil d'Etat n'entend pas examiner en détail les dispositions de l'Accord. Les accords de réadmission conclus par les Etats du Benelux présentent tous en substance une structure et un contenu similaires, même si, au gré des négociations respectives, certaines dispositions d'accords conclus peuvent varier.

Le Conseil d'Etat signale que l'article 14 du Protocole d'application prévoit que les annexes, qui font partie intégrante dudit Protocole, peuvent être modifiées par décision écrite des Parties. Ces modifications entreront en vigueur à une date à fixer par les Parties. Il s'agit d'une clause d'approbation anticipée qui ne soulève pas de problèmes d'ordre constitutionnel, dans la mesure où son objet est cir-

conscrit de manière précise par rapport à des dispositions réglant des questions relevant de l'application pratique de l'accord.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 22 décembre 2006.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

5648/02, 5649/02

**N^{os} 5648²
5649²**

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Voorburg, le 30 mai 2006

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES
ETRANGERES ET EUROPEENNES, DE LA DEFENSE,
DE LA COOPERATION ET DE L'IMMIGRATION**

(12.2.2007)

La commission se compose de: M. Ben FAYOT, Président, M. Marc ANGEL, Rapporteur, Mme Nancy ARENDT, MM. François BAUSCH, Xavier BETTEL, Mme Lydie ERR, MM. Marcel GLESENER, Charles GOERENS, Norbert HAUPERT, Jacques-Yves HENCKES et Laurent MOSAR, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

Les deux projets de loi sous rubrique ont été déposés par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration en date du 8 décembre 2006.

Au cours de sa réunion du 17 janvier 2007, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a nommé M. Marc Angel comme rapporteur des projets de loi.

Les avis du Conseil d'Etat sont intervenus le 22 décembre 2006.

Le présent rapport a été adopté par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration le 12 février 2007.

*

II. INTRODUCTION

Le Luxembourg n'échappe pas aux tendances internationales en matière de flux migratoires. Ainsi, bien que leur nombre soit actuellement difficilement appréciable, il est clair que des ressortissants de pays ne faisant pas partie de l'Union européenne et en situation irrégulière se trouvent actuellement sur le territoire luxembourgeois.

Les deux projets de loi sous rubrique s'inscrivent dans le cadre de la lutte du gouvernement luxembourgeois contre l'immigration illégale et font suite à une longue série d'accords de réadmission conclus dans le cadre du Benelux, de l'Union européenne et de Schengen. Ainsi, dans le cadre du Benelux, le Luxembourg a déjà conclu des accords de réadmission avec les pays suivants: la France (signature de l'accord en 1964), l'Autriche (1965), l'Allemagne (1966), le Benelux (1967), la Slovénie (1992), la Roumanie (1995), la Bulgarie (1998), l'Estonie (1999), la Lituanie (1999), la Lettonie (1999), la Croatie (1999), la Hongrie (2002), la République slovaque (2002), la République fédérale de Yougoslavie (2002) et la Suisse (2003).

Au niveau de l'Union européenne, la lutte contre l'immigration clandestine de ressortissants de pays tiers est, depuis le Traité d'Amsterdam, signé le 2 octobre 1997, aussi un des thèmes centraux de la politique commune de l'UE en matière de migrations et relève du droit communautaire.

Selon une récente communication de la Commission européenne sur les priorités d'action en matière de lutte contre l'immigration clandestine de ressortissants de pays tiers (COM(2006) 402 final), „*le retour, organisé dans le plein respect des droits fondamentaux reste une pierre angulaire de la politique de l'UE en matière de migrations. Une politique de retour efficace est essentielle pour que l'opinion publique apporte son soutien à des mesures dans des domaines tels que l'immigration légale et l'asile.*“ Dans ce cadre, le Conseil européen a jusqu'à présent autorisé la Commission à négocier des accords communautaires de réadmission avec 11 entités/pays tiers: le Maroc, le Sri Lanka, la Russie, le Pakistan (septembre 2000), Hong Kong, Macao (mai 2001), l'Ukraine (juin 2002) et l'Albanie, l'Algérie, la Chine et la Turquie (novembre 2002), dont cinq (avec Hong Kong, Macao, le Sri Lanka, l'Albanie et la Russie) ont été négociés et signés. Les négociations avec le Pakistan, le Maroc, l'Ukraine et la Turquie sont en cours. Des mandats de négociation ont également été accordés pour la Chine et l'Algérie (novembre 2002), mais aucune négociation formelle n'a encore été engagée avec ces pays.

Cependant, ces accords de réadmission communautaires n'empêchent pas les Etats membres de conclure, en attendant, des accords de réadmission bilatéraux, d'autant plus que les négociations au niveau communautaire avancent de manière plutôt poussive. A relever toutefois que l'élaboration de tels accords bilatéraux n'est plus autorisée à partir du moment où le Conseil a confié un mandat de négociation à la Commission européenne pour conclure ledit accord de réadmission communautaire.

Le processus de stabilisation et d'association (PSA) dans les Balkans occidentaux

En l'an 2000, après dix ans de troubles, les dirigeants européens ont décidé que la route sur la voie de la stabilisation dans les Balkans passerait par un resserrement progressif des liens avec l'Union européenne et une perspective concrète d'adhésion. Cette politique, connue sous le nom de processus de stabilisation et d'association, prévoit le développement de relations politiques et économiques privilégiées avec les pays de la région, appuyé par un vaste programme d'assistance financière, l'assistance communautaire à la reconstruction, au développement et à la stabilisation (CARDS). Le processus de stabilisation et d'association vise, notamment, l'élaboration d'accords de stabilisation et d'association (ASA), dans la perspective d'une adhésion à l'Union européenne, dès que les critères de Copenhague seront respectés.

Le processus soutient ainsi le développement des relations économiques et commerciales avec la région et à l'intérieur de celle-ci, le développement de l'aide économique et financière existante, l'aide à la démocratisation, à la mise en place d'une société civile, à l'éducation et au développement institutionnel. Le PSA soutient par ailleurs la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, ainsi que le développement du dialogue politique. Si les progrès accomplis dans le cadre du PSA sont jugés satisfaisants par la Commission européenne, un ASA est conclu, ouvrant la porte à la reconnaissance officielle du statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne. L'ASA permet également à l'Union européenne de faciliter la négociation d'accords de réadmission.

Afin de soutenir de manière plus active les efforts fournis par les pays de l'Europe du Sud-Est dans le cadre du PSA, l'„agenda de Thessalonique“, adopté par le Conseil européen de 2003, a proposé un certain nombre d'instruments, dont notamment les partenariats européens. Ces partenariats définissent les domaines d'action prioritaires et un cadre financier dans la perspective de favoriser la stabilité des pays et de la région et leur prospérité. Les partenariats européens visent à soutenir la réalisation du processus de stabilisation et d'association par les pays des Balkans occidentaux, ainsi que le respect des critères d'adhésion (ou critères de Copenhague) dans la perspective de leur adhésion future. Ainsi, les priorités à court et à moyen termes sont classées en quatre catégories: priorités essentielles (par exemple, la coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)), exigences politiques (démocratie et Etat de droit), exigences économiques et finalement respect des normes européennes. Ces dernières renvoient à certains aspects de l'acquis communautaire, à savoir le marché intérieur, les politiques sectorielles et l'espace de justice, la liberté et la sécurité (visas, contrôle des frontières, asile et migration, blanchiment des capitaux, stupéfiants, police ...).

Font notamment partie de l'acquis communautaire les accords de réadmission qui sont un instrument particulièrement important dans le cadre de la politique de lutte contre l'immigration illégale. Ainsi, pour faciliter la négociation d'accords de réadmission, l'Union européenne est prête à accorder, en contrepartie, des facilitations en matière de délivrance de visas à certaines catégories de personnes ressortissantes des pays avec lesquels elle souhaite conclure un accord de réadmission. Ce principe a été repris dans la Déclaration sur les Balkans occidentaux, annexe II aux Conclusions de la présidence de juin 2006: „Le Conseil européen est conscient que la question de la simplification des procédures en matière de visas est particulièrement importante pour les habitants des pays de la région. L'Union européenne espère donc adopter des mandats de négociation concernant cette simplification et les accords de réadmission dans le courant de l'année (...) afin que les négociations puissent être achevées dans les plus brefs délais, de préférence en 2007, ou plus tôt dans la mesure du possible.“

Développements récents en Bosnie et Herzégovine et en ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM)

Dans le cadre du PSA, le Conseil européen a déjà conclu un partenariat européen avec la Bosnie et Herzégovine en 2004 et l'a renouvelé le 30 janvier 2006 (Décision 2006/55/CE). Cependant, bien que la Commission, dans son rapport de suivi de novembre 2005, ait relevé des progrès considérables accomplis par la Bosnie et Herzégovine, les négociations pour un accord de stabilisation et d'association n'ont pas encore été entamées, étant donné que de graves lacunes, notamment en ce qui concerne l'Etat de droit, continuent à subsister.

L'ARYM est historiquement le premier pays de la zone à avoir signé un ASA le 9 avril 2001, à Luxembourg, à la suite des conclusions positives de l'étude de faisabilité. Le 16 décembre 2005, le Conseil européen lui accorde de plus le statut officiel de pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne.

*

III. EXAMEN DES PROJETS DE LOI

III.1. Objet des projets de loi

Les projets de loi sous rubrique visent à faire approuver par la Chambre des Députés deux Accords relatifs à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière que le Benelux a conclus d'une part avec la Bosnie et Herzégovine et d'autre part avec l'ARYM. Ils ont pour but de faciliter la réadmission, par une des Parties contractantes, de ses ressortissants, de même que de ressortissants de pays tiers séjournant irrégulièrement sur le territoire de l'autre Partie contractante, c'est-à-dire des personnes qui ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée et de séjour en vigueur. Les accords de réadmission définissent les conditions et modalités pratiques de la réadmission de manière à faciliter le plus possible l'émission de documents de voyage en vue du retour des personnes en question.

III.2. Avis du Conseil d'Etat

Projet de loi 5648

Dans son avis émis le 22 décembre 2006, le Conseil d'Etat souligne tout d'abord l'aspect prioritaire que revêtent les réadmissions et les accords y afférents dans le cadre d'une politique intégrée de l'Union européenne en matière de migrations. Après être revenu brièvement sur le cheminement de la Bosnie et Herzégovine vers l'éventuelle ouverture de négociations d'un accord de stabilisation et d'association, la Haute Corporation fait remarquer que les accords de réadmission conclus par les Etats du Benelux présentent tous en substance une structure et un contenu similaires. Finalement, le Conseil d'Etat note que l'article 14 du Protocole d'application prévoit que les annexes, qui font partie intégrante dudit Protocole, peuvent être modifiées par décision écrite des Parties. Ces modifications entreront en vigueur à une date à fixer par les Parties. Selon le Conseil d'Etat, cette clause d'approbation anticipée ne soulève pas de problèmes d'ordre constitutionnel.

Projet de loi 5649

L'avis du Conseil d'Etat est intervenu le 22 décembre 2006. La Haute Corporation y revient sur l'accord de stabilisation et d'association signé entre l'Union européenne et l'ARYM en 2001 qui, dans son paragraphe 2 de l'article 76 contient déjà une obligation réciproque de réadmission de personnes en séjour irrégulier. De plus, comme cet article stipule que „dans l'attente de la conclusion de l'accord (de réadmission) avec la Communauté, l'ancienne République yougoslave de Macédoine convient de conclure, à la demande d'un Etat membre, des accords avec les Etats membres de l'Union européenne réglementant les obligations spécifiques en matière de réadmission entre l'ARYM et l'Etat membre concerné et comprenant une obligation de réadmission de ressortissants d'autres pays et d'apatrides“, le Conseil d'Etat souligne que les accords de réadmission bilatéraux n'auront qu'un caractère transitoire. Ensuite, le Conseil d'Etat fait remarquer que contrairement à ce qui est précisé dans l'article 76 cité ci-dessus, l'accord sous rubrique ne contient pas de disposition expresse concernant la réadmission d'apatrides. Cependant, un grand nombre de cas concernant la réadmission d'apatrides est susceptible d'être réglé par l'article 2, paragraphe 1er de l'accord. Finalement, le Conseil d'Etat relève certaines fautes qui figurent dans la version dactylographiée du texte de l'accord.

II.3. Principales dispositions des accords

Définitions et champs d'application

Il est intéressant de noter que l'accord conclu avec la Bosnie et Herzégovine fait la différence entre une „reprise“ et une „réadmission“. Par „reprise“ on entend la procédure consistant à reprendre une personne dont il est établi ou valablement présumé qu'elle possède la nationalité d'une des Parties, et qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'une des autres Parties. Le terme de „réadmission“ est défini comme suit: „la réadmission sur le territoire de l'une des Parties d'une personne qui est ressortissante d'un Etat tiers ou d'un apatride et qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'une des Parties, dans les conditions prévues dans le présent Accord.“ La procédure à suivre en cas de „reprise“ est définie sous l'article 2, et celle concernant la „réadmission“ est définie sous l'article 3. L'accord conclu avec l'ARYM ne fait pas cette différence entre les termes de reprise et de réadmission.

Les procédures à appliquer en cas de réadmission d'apatrides sont spécifiées sous l'article 3 de l'accord conclu avec la Bosnie et Herzégovine. L'accord conclu avec l'ARYM ne prévoit pas de procédure spécifique concernant les apatrides, mais la majeure partie des cas est susceptible d'être réglée par le paragraphe 1er de l'article 2.

A relever dans ce contexte que l'apatride – qui, par définition, n'est pas le ressortissant de l'Etat en cause –, est néanmoins réadmis dans le pays qui a établi le titre de voyage énoncé à la Convention relative au statut des apatrides, faite à New York, le 28 septembre 1954.

Réadmission ou reprise de ressortissants propres

Les accords prévoient la réadmission par la Partie contractante requise de ses propres ressortissants quand ces derniers ne remplissent pas ou ne remplissent plus les conditions d'entrée ou de séjour en vigueur sur le territoire de l'Etat de la Partie contractante requérante, lorsqu'il peut être établi ou présumé qu'elles possèdent la nationalité de l'Etat de la Partie contractante requise.

La Partie contractante requérante réadmet ces personnes dans les mêmes conditions, si une vérification ultérieure révèle qu'elles ne possédaient pas la nationalité de l'Etat de la Partie contractante requise au moment de leur sortie du territoire de l'Etat de la Partie contractante requérante.

Réadmission de ressortissants d'Etats tiers

Les accords prévoient la réadmission par la Partie contractante requise des ressortissants d'Etat tiers qui ne répondent pas ou plus aux conditions d'entrée et de séjour sur le territoire de la Partie contractante requérante lorsqu'il peut être prouvé ou valablement présumé que ces ressortissants d'un Etat tiers ont transité ou séjourné sur le territoire de la Partie contractante requise.

Cependant l'obligation de réadmission sur base des accords sous rubrique n'est pas applicable aux ressortissants d'Etats tiers dans les cas suivants:

- le ressortissant d'un Etat tiers a été mis en possession par la Partie contractante requérante d'un visa autre qu'un visa de transit ou d'un titre de séjour en cours de validité au moment de son entrée sur le territoire de la Partie contractante requérante,
- le ressortissant d'un Etat tiers, après son entrée sur le territoire de la Partie contractante requérante a obtenu un titre de séjour émis par la Partie requérante. Mais si le visa ou le titre de séjour délivré par la Partie contractante requise expire à une date ultérieure que celui délivré par la Partie contractante requérante, la Partie contractante requise est tenue de réadmettre le ressortissant d'un Etat tiers.

Les dispositions susmentionnées ne sont pas applicables lorsque la Partie contractante requérante applique un régime d'entrée sans visa à l'égard de l'Etat tiers dont la personne concernée est ressortissante.

L'accord conclu avec la Bosnie et Herzégovine précise de plus que la Partie requise s'engage à respecter par rapport aux ressortissants d'un Etat tiers à réadmettre les dispositions y afférentes de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, de la Convention du 4 novembre 1950 relative à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, du Pacte international du 19 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques, ainsi que les dispositions de l'article 3 de la Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, même si elle n'est pas partie à ces Conventions.

Transit

Le transit de ressortissants d'Etats tiers par le territoire de la Partie contractante requise est possible si la Partie contractante requérante en fait la demande et si leur transit à travers d'éventuels Etats tiers et leur admission dans l'Etat de destination sont assurés.

L'accord conclu avec la Bosnie et Herzégovine prévoit par ailleurs que le transit peut être refusé par les Parties si le ressortissant d'un Etat tiers court un risque réel d'être soumis à des tortures, à des peines ou traitements inhumains ou dégradants, à la peine de mort ou peut être poursuivi en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social déterminé ou de ses convictions politiques dans l'Etat de destination ou un autre Etat de transit. Le transit peut encore être refusé si le concerné fait l'objet d'une poursuite pénale ou d'une exécution d'un jugement pénal sur le territoire de la Partie requise.

Comité d'experts

Les accords prévoient chacun la création d'un comité d'experts chargé de suivre l'application des accords sous rubrique et de présenter des propositions de solutions aux problèmes liés à l'application des accords.

Protocoles d'application

Les accords comprennent chacun un protocole d'application dans lequel les procédures de réadmission sont précisées. En annexe, des formulaires prédéfinis à utiliser tout au long de la procédure, ont été ajoutés.

*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration recommande à la Chambre des Députés d'adopter les projets de loi dans la teneur qui suit:

*

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

Article unique.– Sont approuvés l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006.

*

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Voorburg, le 30 mai 2006

Article unique.– Sont approuvés l'Accord entre les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement macédonien relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et son Protocole d'application, signés à Voorburg, le 30 mai 2006.

Luxembourg, le 12 février 2007

Le Rapporteur,
Marc ANGEL

Le Président,
Ben FAYOT

Service Central des Imprimés de l'Etat

5648/03

N° 5648³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2006-2007

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(20.3.2007)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 19 mars 2007 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 15 mars 2007 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 22 décembre 2006;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 20 mars 2007.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

Service Central des Imprimés de l'Etat

5648

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 62

20 avril 2007

Sommaire

ACCORD DE REPRISE ET DE READMISSION: BENELUX – BOSNIE ET HERZEGOVINE

Loi du 10 avril 2007 portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Bosnie et Herzégovine relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Sarajevo, le 19 juillet 2006 page [1292](#)